



Société & Solidarités

ÉDUCATION

Covid: Blanquer lâche la main des écoliers

Incompréhensible en apparence, le choix d'alléger le protocole dans les écoles relève d'une logique plus politique que sanitaire. Explications.

Si l'un des marqueurs de l'ultralibéralisme, c'est que la politique de l'État a pour objectif premier d'affaiblir l'État lui-même pour, à terme, laisser « le marché » prendre la place, alors la gestion de la crise du Covid en milieu scolaire par le gouvernement est emblématique de ce positionnement idéologique. Annoncées par Jean-Michel Blanquer jeudi 25 novembre et précisées le lendemain par la foire aux questions (FAQ) de son ministère, les nouvelles règles sanitaires applicables dans les écoles primaires l'illustrent jusqu'à la caricature – y compris dans leurs effets présumables.

Le trait commun de ces nouvelles règles, c'est précisément qu'elles n'en sont pas. Ou, pour le dire autrement, c'est que la règle se rapproche de plus en plus d'un « débrouillez-vous » généralisé. Applicables dès à présent et au plus tard lundi 6 décembre, elles mettent un terme au principe de fermeture de la classe pour sept jours dès le premier cas positif avéré. À la place, c'est un accueil en présentiel qui devient réservé, pour la même durée, aux élèves pouvant présenter un test négatif (RT-PCR ou antigénique, les autotests, même supervisés, n'étant pas acceptés). En cas de test positif, l'élève devra rester en distanciel dix jours; faute de test, ce sera sept jours, au terme desquels les parents sont « fortement

invités », mais pas obligés, à faire un nouveau test.

Conséquences : parents, débrouillez-vous pour faire passer des tests (heureusement toujours gratuits) à vos enfants et pour gérer la saturation des laboratoires, déjà bien réelle en de multiples endroits. Débrouillez-vous aussi – et une fois de plus – pour assumer la garde de vos enfants à la maison. Enseignants, débrouillez-vous pour gérer « en même temps » élèves en présentiel et en distanciel. Directrices et directeurs, débrouillez-vous pour gérer les départs des uns et les retours des autres.

Débrouillez-vous, on vous a dit !

Sur le plan sanitaire, cet allègement n'est pas satisfaisant non plus. La différence de trois jours de mise à l'écart entre élèves testés positifs et élèves non testés pourrait inciter les familles à ne pas tester leurs enfants, au risque d'une non-détection de cas positif. Lesquels, en réintégrant la classe au bout de sept jours, pourraient être contaminants à leur tour. Passons sur l'absence de mesures pour les lieux de restauration, les activités sportives et autres : débrouillez-vous, on vous a dit ! Cela, alors que le nombre de classes fermées avait plus que doublé entre le 19 et le 26 novembre (de 4 048 à 8 890), que le nombre de tests effectués dans le cadre scolaire n'a

toujours pas passé la barre des 200 000 par semaine (contre 600 000 promis... depuis février), et que l'inquiétant variant Omicron frappe à la porte. « Dieu reconnaîtra les siens », pourrait conclure Jean-Michel Blanquer.

OLIVIER CHARTRAIN





Image non disponible.
Restriction de l'éditeur

Le ministre de l'Éducation, lors de la dernière conférence de presse sur l'épidémie, le 25 novembre à Paris. Thomas COEX/POOL/AFP

